

**Présentation de Julien REBOTIER**  
**« Les hommes n'ont pas besoin des Dieux pour tomber sur la tête.  
Vers l'étude des territoires de risques, situés et politisés »**

L'intention préalable à cette recherche, dénaturiser les risques, passe par une approche territorialisée des risques, ainsi que par une lecture sociale et politique des risques et de l'environnement.

Il s'agit alors de basculer le regard sur les risques, les considérer comme produits d'une construction sociale.. Partir « de leur lecture (représentation, identification), de leur gestion et des discours dont ils sont l'objet », et donc s'intéresser au rôle performatif du discours et des représentations sur les risques qui échappaient à la manière de poser la question.

### **GEOGRAPHIE SOCIALE DE CARACAS**

Division sociale de l'espace très marquée (cartes page 4 et suivantes du Powerpoint) :

L'opposition principale est celle du niveau socio-économique des habitants des quartiers, avec une forte opposition Est-Ouest, les quartiers centre-est concentrant les populations aisées. Tant à l'Ouest qu'à l'Est, les marges de la ville sont occupées par des populations pauvres dans l'équivalent de *favelas* brésiliennes, les *serros*.

Cette séparation se retrouve aussi dans les pratiques de la ville. La carte des déplacements domicile-centre montre que la fréquentation du centre-ville est elle aussi ségréguée.

### **DISTRIBUTION DES MENACES EXOGENES ET ENDOGENES A CARACAS**

La distribution des risques se fait-elle de façon non ségréguée sur l'espace de la ville ? L'abolition des différences de classes face aux risques n'est pas sûre. Pour les risques autres que celui de l'insécurité (glissements de terrain, tremblement de terre, ...), la capacité de réponse diffère fortement selon la catégorie sociale de l'espace considéré. Les équipements en terme de gestion et de prévention des risques sont inégalement répartis. Les municipalités les plus riches bénéficiant des systèmes les plus performants.

### **L'INSECURITE URBAINE**

#### ***Analyse spatiale de l'insécurité***

La distribution aléatoire n'est pas aléatoire : les axes structurants et le cœur des fonctions urbaines sont plus touchés (routes principales et centre ville), ainsi que deux pôles, un à l'Est et l'autre à l'Ouest de la ville (les *serros* 'chauds').

On observe une différenciation de la distribution selon le crime ou délit considéré :

- surreprésentations des délits dans les quartiers aisés
- homicides sont surtout observés à l'Est et à l'Ouest, donc dans les quartiers pauvres, les *serros*. Pourtant, les homicides sont le cœur du discours sécuritaire alarmiste des classes moyennes qui ne sont pas concernées.
- Vols et agressions surreprésentés dans les lieux de forte fréquentation, ie forte corrélation avec les fonctions urbaines et les activités commerciales.

NB : Comment prendre en compte le fait que les chiffres de l'insécurité sont déjà une construction, et tous les biais dans la collecte de données qui sont habituellement rencontrés (sous-déclaration, ...) ? Une plus faible dénonciation est observée chez les défavorisés, donc les écarts mesurés devraient être encore amplifiés.

Il est intéressant de confronter cette distribution des faits de violence au discours tenu dessus d'autant plus que ce discours du risque de l'insécurité qui légitime des pratiques de clôture de l'habitat (barrières, surveillance, *checks-points* intra-urbains, ...) et l'investissement massif dans les polices

J. Rebotier parle de la « légitimation d'une sécession urbaine ».

### ***L'insécurité territorialisée***

Pour confronter les discours sur l'insécurité à sa cartographie véritable, J. Rebotier compare une carte mise à disposition par le MAE à destination des touristes, qui présente « les endroits dont il faut se méfier ». Sur cette carte sont opposés les quartiers Ouest peu surs de ceux Est plus surs.

On peut voir que ce discours du stigmatisme est plus corrélé aux crimes et délits qu'à l'insécurité générale. Ou plutôt, que ce discours est davantage du ressort de considérations raciales, classistes et sociales que basé sur les chiffres réels des faits de violence.

Au final, le discours actuel, unanime, sur l'insécurité justifie des formes urbaines antérieures à l'émergence du risque d'insécurité. Les quartiers aisés séparés, le type d'urbanisme dit voisinage, préexistait à la violence actuelle qui est indéniable. Mais le discours sur l'insécurité, par les pratiques de protection et de fermeture qu'il induit, entretient un secteur résidentiel homogène.

## **QUESTIONS**

***Est-ce que la notion de résilience est utile pour s'intéresser à ce type de questions, ou est-ce que les concepts de discours et de vulnérabilité le sont plus ?***

La résilience est utile à partir du moment où l'impératif d'adaptabilité a déboulé dans l'agenda politique (post-GIEC). Mais dans ces travaux, le concept de vulnérabilité est plus mobilisé.

Sur l'utilité véritable du concept de vulnérabilité, c'est même davantage les facteurs de vulnérabilité, et leur interaction avec les discours sur les risques et les mécanismes de la reproduction socio-spatiale qui est utile.

***Quel est la réponse des polices quand on les confronte à ces chiffres ?***

Situation complexe de Caracas, et du Venezuela, où plusieurs polices coexistent. En tout, jusqu'à 17 polices couvrent la ville.

Dans leurs discours, on retrouve le stigmatisme ville formelle/ ville informelle, où la seconde concentre tous les problèmes et les tares. J. Rebotier raconte une anecdote où il discute avec un commissaire du problème des armes entre les mains des particuliers. La réponse du commissaire est que le problème ce sont les armes entre les mains des pauvres, les habitants des *serros*, alors qu'il est normal que les classes moyennes en possèdent chez elles. Le discours de ceux qui détiennent le pouvoir en matière de sécurité est aussi imprégné des biais classistes.

***Qu'est-ce qui est entendu par approche territorialisée ?***

La filiation recherchée est plutôt du côté de Di Méo : prendre en compte à la fois le tangible et l'intangible et leur implication dans le monde réel, aller chercher dans les différentes échelles ... La préoccupation principale étant de déconstruire les discours pour comprendre ce qui fait tenir les choses ensemble.

Un concept utile est la notion de marge à risque. Celui de territorialités différentes à un même endroit également. A Caracas, on voit s'affronter territorialités dominantes et marginales ...

***Qui a intérêt à mettre en œuvre ce discours sur le risque ?***

Il y a en fait 2 côtés, 2 échelles, à l'instrumentalisation. D'une part, au niveau de la ville, ce discours légitime les dépenses de sécurité, donc sert les polices, et tout un tas d'investisseurs privés.

Mais aussi à un niveau plus profond, il ya quelque chose de fédérateur, presque identitaire. Jusqu'au pic pétrolier, le discours dominant dans le pays était sur la démocratie vénézuélienne, que finançait la rente pétrolière. Aujourd'hui, ce discours fédérateur est devenu celui sur l'insécurité.